



LYCÉE : NOUVEAU CALENDRIER

LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

DU MIEUX, MAIS...

Les annonces de rentrée vont enfin dans le sens de nos revendications : déplacement des épreuves de spécialités en juin, réduction de 20 à 16 des textes pour l'épreuve anticipée de français, suppression de la partie orientation du *Grand Oral*, retour des maths en tronc commun de première... Il ne s'agit pas de boudier notre plaisir, mais ces décisions ne remettent pas en cause le fond de la réforme du lycée : spécialités à fort coefficient, lien avec Parcoursup... ce qui met les élèves, les personnels et les disciplines en concurrence permanente tout en organisant le tri social vers le supérieur. Au-delà du tri organisé, c'est aussi un formidable coup de pouce à l'enseignement supérieur privé.

RÉFORME DU LYCÉE : DES AVANCÉES MAIS IL FAUT ALLER PLUS LOIN !

La détermination des personnels et des organisations syndicales doit se poursuivre. Des mesures soi-disant impossibles à mettre en œuvre d'après le ministère ont pourtant été prises.

Dans l'immédiat :

- le contrôle continu doit être supprimé.
- l'organisation et le choix des spécialités (horaires, coefficients) doivent être largement modifiés pour que tous les élèves puissent bénéficier d'un enseignement commun de haut niveau.
- l'épreuve de *Grand oral* doit être revue de fond en comble, sinon abandonnée.

- l'accès sélectif au supérieur, via Parcoursup, doit être aboli.

Plus largement, la CGT Educ'action revendique un changement radical de paradigme pour les lycées.

W REVENDIQUONS UN RÉÉQUILIBRAGE DES 3 VOIES DU LYCÉE POUR CONSTRUIRE, À TERME, UN LYCÉE UNIQUE ET POLYTECHNIQUE.

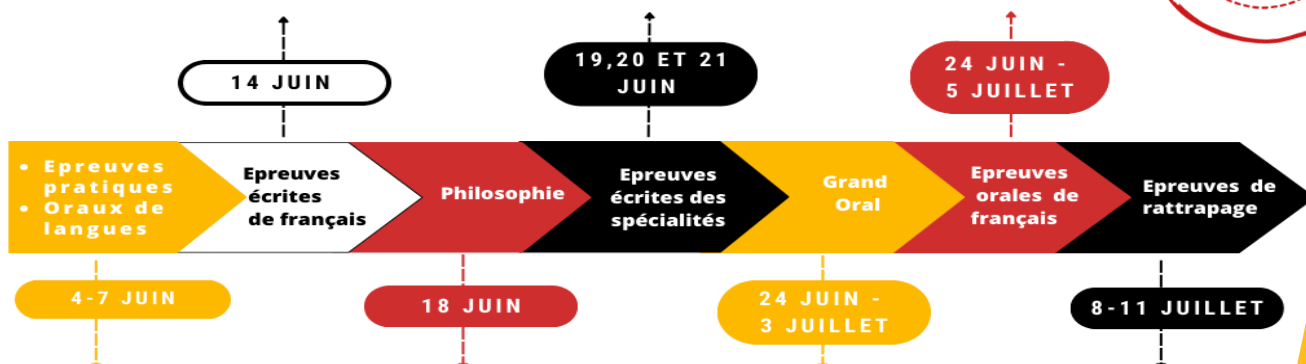
Ensemble, contraignons le ministère à revenir sur cette réforme profondément injuste.

BAC À PARTIR DE MI-JUIN : ÇA PASSE OU ÇA CASSE ?

Voulant donner des gages au moment de sa prise de fonctions, Attal a accepté de décaler au mois de juin les épreuves de spécialité. Le choix du gouvernement s'est porté sur un calendrier du bac resserré à partir de la mi-juin, avec pour conséquence directe, le recul de la date de fin des épreuves du second groupe au 11 juillet. La conquête du mois de juillet est-elle en marche ? Avant tout, ce choix ne doit pas aggraver les conditions de corrections déjà difficiles, en particulier en Lettres et en Philosophie.



CALENDRIER DU BAC 2024



GRAND ORAL : TOUJOURS PAS DE TEMPS DÉDIÉ

La partie « orientation » du *Grand Oral*, critiquée dès le départ par la CGT Éduc'action, a finalement été retirée et la partie « présentation » passée à 10 minutes. Si cela permet aux candidat·es de développer davantage leur propos, le problème principal reste le même : l'absence de temps dédié au *Grand Oral* au cours de l'année. Avec le passage des épreuves de spécialité en juin et le refus du ministère de conserver des programmes limitatifs, la **préparation à cette épreuve est pourtant rendue d'autant plus difficile.**

STAGES EN SECONDE : UNE NOUVELLE LUBIE HORS-SOL

Pour les élèves de seconde, la « reconquête du mois de juin » ne se fera pas à l'école mais par un stage en entreprise, dans une association ou un Service public du

17 au 28 juin. Cette annonce, qui va dans le sens du **mythe de l'entreprise formatrice** porté par le gouvernement, sonne comme une nouvelle lubie hors-sol. Au moment où les personnels sont mobilisés dans les lycées par les procédures d'affectation des élèves puis par le Bac, il faudrait aider les élèves à trouver un stage puis assurer le suivi à partir du 17 juin. **Cette mesure doit être abandonnée.**

LES FAITS NE MENTENT PAS...

Après 4 ans d'application de la réforme Blanquer, et la première année de mise en place du Bac tel qu'il a été pensé, la dégradation de nos conditions de travail et des conditions d'apprentissage des élèves dénoncées dès 2019 par la CGT Éduc'action est avérée.

La **baisse des moyens d'enseignement est bien un des corollaires de cette réforme** : à titre d'exemple, pour la seule académie de Créteil, il faudrait 131 postes d'enseignant·es supplémentaires cette année pour retrouver le taux d'encadrement de 2018.

Dans les faits, nous sommes moins nombreux·ses pour faire face à une charge de travail plus lourde. Nous avons plus d'élèves à orienter, et dans un système opaque et stressant, qui pénalise les élèves les plus éloigné·es de l'information.

17% DES CLASSES DE 1ÈRE AVAIENT ENTRE 20 ET 24 ÉLÈVES EN 2018. ELLES SONT SEULEMENT 10% EN 2022. A L'INVERSE, CELLES AYANT ENTRE 30 ET 34 ÉLÈVES PASSENT DE 35% À 46%¹

Le **contrôle continu pousse à l'évaluation incessante** (souvent déconnectée de la transmission des savoirs). À cela s'ajoutent les ajustements incessants de dernière minute. Tous ces éléments contribuent à la **perte de sens de nos métiers et nous éloignent de l'émancipation de nos élèves**, au profit de la sélection.

¹ Source : DEEP, repères et références statistiques 2019 et 2023



LA CGT ÉDUC'ACTION REVENDIQUE :

- ✓ LA RECONSTITUTION DU GROUPE CLASSE
- ✓ PAS PLUS DE 24 ÉLÈVES PAR CLASSE
- ✓ L'ARRÊT DE LA MULTIPLICATION DES MISSIONS PÉRIPHÉRIQUES ET LA SURCHARGE ADMINISTRATIVE
- ✓ UN TEMPS DE CONCERTATION INCLUS DANS LE TEMPS DE SERVICE

avec la **CGT** UN AUTRE CHOIX de SOCIÉTÉ !



CGT Éduc'action

263, rue de Paris Case 549 93515 MONTREUIL CEDEX

Tél : 01 55 82 76 55



www.cgteduc.fr



unsen@cgteduc.fr



@CGTEducationofficiel



@cgt_educ



@cgteducation